

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRALIA

« Bois de Linière »
58160 La Fermeté

Références : 260117
Code AIOT : 0025100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement TERRALIA, implanté au lieu-dit « Bois de Linière » - 58160 La Fermeté. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de La Fermeté entre dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) de la DREAL et aussi de l'action nationale 2026 liée aux gaz à effet de serre (GES) dans les ISDND.

Les émissions de GES des ISDND représentent entre 75 et 81 % des émissions de GES du secteur des déchets. Dans le cadre de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC), et de son troisième volet en cours d'adoption, il est prévu, à l'horizon 2030, une diminution de la quantité de déchets stockés dans les ISDND, une évolution de la composition des déchets stockés grâce au tri à la source des biodéchets et une augmentation des capacités de captage du biogaz produit sur le site.

Dans l'objectif de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, des mesures réglementaires relatives aux ISDND sont entrées en vigueur progressivement en 2024. Elles concernent principalement la réduction des émissions de méthane, mais encouragent également la

valorisation du gaz capté dans l'installation de stockage. L'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND a ainsi été modifié le 7 août 2023 pour intégrer des dispositions notamment issues des meilleures techniques disponibles (MTD) définies au niveau européen (« BREF WT » lié au traitement des déchets).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRALIA
- « Bois de Linière » - 58160 La Fermeté
- Code AIOT : 0025100019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site inspecté est une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par Terralia (groupe PAPREC).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Fuites GES ISDND
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Remarque : L'inspection a constaté que le chemin d'accès à l'ISDND est en mauvais état (chaussée déformée et nombreux nids de poule). L'exploitant a indiqué que celui-ci sera prochainement remis en état (en attente d'une date disponible pour la centrale d'enrobage).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dépression du réseau de collecte du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – I	Demande d'action corrective	6 mois
3	Programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – II	Demande d'action corrective	6 mois
4	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – IV	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Rapport de base IED	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-59	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actions	Arrêté Ministériel du 15/02/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	nationales 2026	article 12	
5	Programme de détection et de réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – V	Sans objet
6	Fréquence de prélèvement des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II	Sans objet
7	Programme de surveillance des prélèvements d'eau et de la consommation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
8	Bilan énergétique : étude technico-économique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	Sans objet
10	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, le site était propre et les documents demandés en séance ont été présentés au moment de la visite et par retour de mail postérieurement à la visite.

À noter que 4 non-conformités ont été relevées par l'inspection, il s'agit des points de contrôle :

- n° 2 : Dépression du réseau de collecte du biogaz,
- n° 3 : Programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation,
- n° 4 : Cartographie des émissions diffuses,
- n° 11 : Rapport de base IED, pour lesquelles des actions correctives et la transmission de justificatifs sont attendues sous un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actions nationales 2026

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée :
I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter

<p>les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>[...]</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les casiers sont exploités en mode bioréacteur. Le biogaz (méthane et dioxyde de carbone principalement) généré par fermentation des déchets est capté puis valorisé.</p> <p>Le biogaz est récupéré par des puits de pompage descendants dans le massif de déchets, ceux-ci sont reliés entre-eux par des collecteurs en surface. Le réseau est mis en dépression afin d'aspirer et collecter le biogaz produit.</p> <p>Le site de l'ISDND de La Fermeté dispose de 2 installations distinctes, à savoir : l'unité de valorisation et une torchère.</p> <p>Les deux équipements peuvent fonctionner en même temps, mais c'est prioritairement vers l'unité de valorisation que le biogaz est envoyé.</p> <p>Le biogaz, est envoyé vers l'unité de valorisation, via un surpresseur. Le gaz y est brûlé ce qui permet, via des échanges thermiques, de chauffer l'eau d'un circuit fermé, conduisant à l'évaporation de la fraction liquide des lixiviats collectés par l'ISDND.</p> <p>La quantité de biogaz collecté et brûlé est suivie par l'exploitant et retracée dans son rapport de suivi annuel. Pour 2024, un total de 597 796 m³ de biogaz a été valorisé via la chaudière, soit un taux de valorisation de 92 %.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dépression du réseau de collecte du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant déclare procéder à un contrôle visuel de fréquence journalière du fonctionnement du réseau de collecte de biogaz. Il vérifie que les têtes de puits et collecteurs soient bien raccordés entre eux.

Le responsable d'exploitation dispose d'un appareil portatif multi-gaz (dit « Severa ») qui analyse les différents gaz présents, ainsi que leur pourcentage dans l'échantillon prélevé.

Le responsable d'exploitation du site s'assure que les paramètres sont conformes et retrace les résultats de contrôle mensuel dans un fichier excel. Ce fichier est joint au rapport annuel (annexe 3) et relève les valeurs des paramètres suivants : dépression, CH₄, CO₂, O₂, H₂, CO, H₂S, H₂O.

Par ailleurs, les résultats des contrôles annuels du biogaz ont été présentés postérieurement à l'inspection : ils sont réalisés par la société Europoll.

Les critères de conformité sont le bon état des canalisations de collecte et des têtes des puits, une concentration en CH₄ comprise entre 20 % et 60 %, une concentration en O₂ comprise entre 0 % et 10 % et une pression négative.

Le tableau de suivi mensuel pour 2025 permet de répondre à ces critères de conformité.

Néanmoins, une attention particulière doit être prêtée à la pression négative du réseau de collecte de biogaz, car il arrive que sur certains mois, celle-ci soit de 0.

L'inspection rappelle la nécessité d'une pression négative sur le réseau sur chacun des relevés mensuels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place des actions correctives permettant l'obtention d'une pression négative lorsque celle-ci est mesurée à zéro lors de la première vérification. Tenir informée l'inspection des installations classées du/des action(s) corrective(s) mise(s) en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – II

Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans

un délai d'un mois.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique disposer d'un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.</p> <p>Une synthèse du programme de contrôle et de maintenance des installations a été envoyée postérieurement à la visite d'inspection par mail.</p> <p>Ce programme présente les éléments suivants : désignation de l'installation, type d'opération à effectuer (« vérification », « étalonnage », ou « contrôle »), la fréquence d'intervention et la date de la dernière vérification.</p> <p>Néanmoins, cette synthèse, succincte, ne permet pas de répondre à l'ensemble des points visés dans la prescription ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter son programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation et de destruction du biogaz en faisant apparaître, conformément à la prescription, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction (en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – IV
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
Constats :

La société Europol, via le rapport des émissions diffuses annuel de 2024 (campagne de mesures du 7 au 9 octobre 2024), avait noté la présence de fuites notables (pastilles rouges sur la cartographie) notamment au niveau du casier n°3.

Dans son même rapport annuel de 2025 (campagne de mesures du 27 au 30 octobre 2025), Europol constate les mêmes désordres, à savoir : des fuites notables (pastilles rouges) au niveau du casier n° 3 ; celles-ci se situent principalement au niveau des risbermes et de la géomembrane.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une analyse des causes et des mesures correctives à mettre en œuvre doivent être mises en place par l'exploitant afin de limiter de telles fuites. Ces mesures correctives devront être retranscrites à l'inspection des installations classées et les résultats visibles sur la prochaine campagne annuelle réalisée en octobre 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Programme de détection et de réparation des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – V

Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant réalise le programme de détection et de réparation des émissions fugitives de gaz en même temps que les visites de contrôle et de maintenance des installations.

Lors des visites quotidiennes sur site, l'exploitant vérifie l'absence/ présence d'odeurs par simple reniflage. Il peut arriver également que des riverains donnent l'alerte en cas d'odeurs perçues à proximité.

À noter que l'exploitant, pour limiter les risques d'odeurs liés aux camions en attente de déchargement, a mis en place un planning avec des créneaux horaires où ses clients s'inscrivent pour décharger leurs véhicules. Cela permet de fluidifier les arrivées, d'éviter les odeurs de camions en attente, de mieux traiter chaque déchargement, de travailler globalement dans de meilleures conditions. Le nouveau rythme d'accueil est de 2 camions par heure.

De plus, lors des visites de contrôle, l'exploitant effectue un relevé via l'appareil portatif multi-gaz. Si celui-ci indique un écart, le chef d'exploitation, va procéder par « remontée » du réseau de collecte afin d'identifier d'où provient la fuite. Une fois la fuite localisée, celle-ci est réparée et/ou l'exploitant déclenche une opération de maintenance.

Les dysfonctionnements ayant entraîné des odeurs sont consignés dans un fichier tenu par l'exploitant.

Postérieurement à la visite d'inspection, celui-ci a fourni une synthèse consignant le nombre d'épisodes par année calendaire : en 2024 : 24 épisodes recensés ; en 2025 : 19 épisodes recensés, et en 2026 : 0 épisode à la date de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence de prélèvement des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des gaz

Prescription contrôlée :

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est :

Analyse	Phase exploitation
4. Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂	Mensuellement
5. Équipements de valorisation et de destruction du biogaz : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O ₂)	Mensuellement

Constats :

L'exploitant réalise un prélèvement en bout de ligne du biogaz, au point dit « arrivée 3 zones » (c'est-à-dire juste avant l'arrivée au niveau de la torchère).

Ce contrôle est effectué mensuellement et les résultats sont retranscrits dans le rapport annuel de l'ISDND.

En synthèse pour 2024, le volume de biogaz valorisé est de 597 796 m³ et l'installation a fonctionné 8 170 h ; la torchère a fonctionné comme équipement de « secours » 915 h pour traiter 53 014 m³ de biogaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Programme de surveillance des prélèvements d'eau et de la consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau IED
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
Constats : L'exploitant suit ses consommations en eau totale via un compteur et un indice mensuel. Les informations sont reprises de façon synthétique dans le rapport annuel d'activité. Pour exemple, en 2024 la consommation d'eau était de : 761 m ³ . Pour 2025, le rapport annuel n'est pas encore finalisé mais il est vraisemblable que la consommation d'eau totale soit supérieure puisque l'exploitant a procédé au curage, vidage, nettoyage et remplissage de la réserve d'eaux pluviales (suite à une demande DREAL). Ces travaux ont donc nécessité de remplir le bassin pour obtenir le volume d'eau nécessaire en cas d'incendie. Le rapport annuel d'activité détaille mensuellement les volumes et explicite les écarts via des commentaires détaillés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bilan énergétique : étude technico-économique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : L'exploitant a indiqué disposer d'un bilan énergétique annuel de sa consommation et production

<p>d'énergie.</p> <p>Les consommations sont suivies mensuellement et compilées dans un fichier dont la synthèse mensuelle et annuelle a été fournie par l'exploitant postérieurement à la visite d'inspection.</p> <p>Le bilan énergétique de l'ISDND est également consultable de façon globale dans le rapport annuel du site où l'on peut trouver les informations suivantes pour l'année 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - biogaz valorisé et consommé : 2 848 MWh (taux CH₄ moyenné de 47,65 %), - électricité consommée : 163 776 kWh, - carburant consommé : 53 086 l, - eau consommée : 761 m³.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en inspection son registre des admissions des déchets, les procédures liées et les informations de suivi saisies dans le fichier.</p> <p>L'inspection a demandé quelle était la procédure de refus des déchets et si cela se produisait souvent.</p> <p>L'exploitant a explicité sa procédure et indiqué que c'était assez rare (mais pas impossible) puisque les clients sont relativement les mêmes, ils ont une bonne connaissance du niveau d'exigence et de la procédure de caractérisation des bennes. Une vigilance accrue est prise pour les nouveaux clients afin de bien s'assurer du respect de la qualité des déchets apportés.</p> <p>Au moment de la visite, aucun refus n'a eu lieu pour 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – TD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites</p>

<p>quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un outil de suivi interne pour les flux de déchets. De façon hebdomadaire, il bascule les bordereaux de suivi dans l'application TrackDéchets. Il dispose des éléments d'identification et de connexion. L'utilisation de l'outil Trackdéchet ne pose pas de difficultés particulières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Rapport de base IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-59</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fourniture d'un rapport de base</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation. Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ; b) les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de rapport de base et avoir envoyé dans le même temps un courrier à destination de l'Unité interdépartementale pour expliquer que l'installation n'est pas soumise à la réalisation d'un rapport de base. L'exploitant justifie la non soumission, notamment par le fait de ne pas avoir de rejet aqueux dans le milieu naturel.</p> <p>Après vérification, l'inspection des installations classées indique que, conformément à l'arrêté préfectoral (AP) du 23/03/2023 dit AP « RSDE » (Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau), l'exploitation de l'ISDND implique des rejets au milieu naturel (« point de rejet situé à l'aval du bassin EP B3, les eaux transitent via un fossé jusqu'à un affluent de l'Ixeure »).</p>

<p>De plus, s'agissant d'une installation de stockage de déchets non dangereux générant du biogaz et susceptible d'utiliser et de rejeter dans l'environnement des éléments toxiques et/ou dangereux pour l'environnement, l'inspection considère que l'exploitant est redevable du rapport de base.</p> <p>De ce fait, et conformément au guide d'octobre 2014 - « Guide méthodologique pour l'élaboration du Rapport de base prévu par la directive IED », (<i>guide qui traite d'ailleurs du cas des installations de stockage de déchets non dangereux</i>) disponible en ligne, l'ISDND exploitée par Terralia à La Fermeté est redevable d'un rapport de base.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser un rapport de base de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines au droit de l'exploitation de l'ISDND. Le rapport de base permettra d'établir un point de référence pour l'état de pollution du sol et des eaux souterraines, servira de référence en cas de cessation d'activité du site et permettra d'établir les conditions de remise en état. Ce rapport sera adressé à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>